

# Section PCF de Saint-Etienne

## ECHANGES CONGRES 2018 DU PCF : BILAN DE LA PERIODE ECOULEE

Mardi 3 AVRIL 2018

### Compte-rendu

**L'INTRODUCTION** : le bilan de la période écoulée est effectué sur la base des dix dernières années à partir du ressenti personnel du rapporteur. Il a été précisé que, bien entendu, c'était une analyse personnelle, que l'on n'était pas obligé de partager et que c'était l'objet de la réunion : susciter le débat.

**Il a été fait le choix de procéder à « l'analyse du bilan de la période écoulée » à partir de la période 2007-2008 jusqu'à aujourd'hui.**

**La période 2007-2008 commence avec l'élection triomphale de Sarkozy avec son slogan phare « Ensemble tout devient possible ! ». Les idées libérales demeurent dominantes et tous les français (ou du moins ceux qui le « méritent ») allaient tous devenir « multi-millionnaires » !**

A gauche, c'est le bon résultat, au 1<sup>er</sup> tour, de Ségolène Royal qui apparaît aux yeux du peuple de gauche comme le meilleur rempart contre Sarkozy, avec un fort effet « vote utile » (5 ans plus tôt, nous avons eu droit à un second tour Chirac-le pen). Le PCF, dans la foulée du « non » au traité constitutionnel de 2005 a tenté une construction politique nouvelle : création d'un mouvement antilibéral avec les « collectifs anti-libéraux ». Il s'est avéré impossible pour M-G BUFFET d'être la candidate du mouvement anti-libéral. Les autres composantes des « collectifs anti-libéraux » (socialistes de gauches, altermondialistes, alter-écologistes...) s'y opposant viscéralement. Au final, ce sera la dispersion avec de multiples candidatures et M-G BUFFET sera obligée de partir seule et elle fera un score très faible (- de 2%). Sa candidature n'étant pas apparue « utile » aux français.

Les législatives, dans la foulée de la présidentielle, n'ont pas été très bonnes pour le PCF (autour de 4 %) mais nous avons réussi, malgré tout, à avoir des députés et il n'y a pas eu le raz-de-marée escompté de Sarkozy : la droite a commis l'erreur de faire campagne en mettant en avant sa volonté d'instituer la « TVA sociale », ce qui a contribué à une mobilisation relative de la gauche.

Cette période se conclut avec les élections municipales de Mars 2008 : de nombreuses villes sont conquises par la gauche, surtout le PS, mais aussi le PCF (par exemple sur la Loire : Firminy, Unieux...). A St-Etienne, les communistes ont fait le choix de participer à une liste de rassemblement de la gauche conduite par M. VINCENT (PS). Ce choix n'a pas suscité, chez les communistes, de vives oppositions. Nous avons élaboré des propositions que l'on peut qualifier de communistes autour des « services publics », notamment sur les délégations de services publics avec les grands groupes (renégociation de tous les contrats et notamment celui de l'eau).

A la fin de l'été 2008, est intervenue la « crise financière » qui a occupé Sarkozy avec ses plans de sauvetage des banques.

**L'année 2009 a été l'année des élections européennes. C'est aussi l'année de la naissance du Front de Gauche, née d'une volonté de changer les orientations européennes. Nous avons fait alliance avec**

Mélenchon, qui venait de quitter le PS suite à son désaccord sur le positionnement de son ancien parti sur le référendum constitutionnel de 2005, et qui a créé dans la foulée le Parti de Gauche.

Le front de gauche a fait un score aux alentours de 6 %. Le PCF a mené l'essentiel de la campagne.

**L'année 2010 est l'année des élections régionales.** Il y a eu un débat très fort sur le rassemblement à opérer. Dans notre section, les adhérents étaient majoritairement favorables à un rassemblement avec J.J QUEYRANNE, président sortant, dès le premier tour. Sur la région Rhône-Alpes, les communistes étaient majoritairement favorables à une liste « Front de Gauche » dès le premier tour. C'est cette option qui a été choisie majoritairement par les communistes de la région. Nous avons fait un résultat aux alentours de 6%. Au deuxième tour, il a fallu fusionner avec les listes socialistes et Verts, arrivés devant nous au 1<sup>er</sup> tour. Les négociations se sont révélés compliquées et « traumatisantes ». Nous avons perdu des élus (par exemple, 1 élu en moins dans notre département), et nationalement nous avons eu globalement moins d'élus qu'en 2004 alors que les listes de gauche l'avaient emporté dans toutes les régions.

**La période 2011-2012,** année des élections présidentielles et législatives commence par les primaires du PS. Hollande la remporte sur une ligne de combat contre la finance. « Je n'ai qu'un seul adversaire : la finance ». Les communistes ont fait le choix de l'option « Front de Gauche » avec un débat sur qui serait le candidat : J-L Mélenchon ou A. Chassaigne. Les communistes stéphanois ont privilégié une candidature Chassaigne pour représenter le F de G alors que sur l'ensemble des fédérations, se dégagait une préférence pour Mélenchon. Mélenchon a donc été le candidat du F de G.

Que retenir de cet épisode ?

Il y a eu une campagne dynamique avec des meetings communs (Bastille, le 18 Mars 2012). Surtout, nous avons été associé à l'élaboration du programme de Mélenchon « L'Humain d'abord » (avec par exemple, sur le nouveau rôle de la banque centrale européenne, le refus des politiques d'austérité, le pacte budgétaire européen ...). Il y a vraiment eu une campagne commune à plusieurs voix (à titre d'exemple, Pierre Laurent est intervenu au meeting de Lyon). Le score a été intéressant (11,1 %).

Hollande a battu Sarkozy et a été élu président.

Le résultat des élections législatives n'a pas été à la hauteur des espérances (7 % nationalement) et nous avons eu peu d'élus (7 élus PCF et à peine plus de 10 élus F de G). Le PCF représentait 80 % des candidats du F de G aux législatives. Nous avons assisté, dans la foulée des présidentielles, à un fort vote utile pour le PS, et celui-ci a remporté la majorité absolue à l'assemblée nationale.

Localement, dans nos circonscriptions stéphanoises, nos partenaires du F de G n'ont pas participé à la campagne de nos candidats.

**La période 2012-2013,** apparaît comme une période relativement favorable pour notre parti. Le congrès de 2013 s'est déroulé sans trop de tensions. Nous avons senti les prémices de l'échec de Hollande avec son refus d'en finir avec les politiques d'austérité et surtout son refus de renégocier le pacte budgétaire européen pourtant signé par son prédécesseur Sarkozy et qui institue « l'austérité à perpétuité », alors que le candidat Hollande avait affirmé vouloir renégocier le traité. Le 22 Octobre 2012, le traité est ratifié par la France, sans modifications fondamentales.

**La fin de l'année 2013 et l'année 2014 avec les municipales**, se sont avérées compliquées pour notre organisation. Encore une fois, les désaccords ont porté sur des questions stratégiques et d'alliances électorales. Les débats ont traversé notre parti, parfois violemment. Nous avons été sous la pression de nos partenaires du F de G qui n'avait qu'un leitmotiv « on ne peut pas faire alliance avec le PS ni au 1<sup>er</sup> tour, ni au second ». Les communistes stéphanois ont, majoritairement, fait le choix de participer, dès le 1<sup>er</sup> tour, à une liste de rassemblement de la gauche où nous avons des élus sortants. Le PG a fait le choix de partir sur une liste « F de G » dans laquelle il manquait une composante de ce F de G, sur une posture anti-PS, sans vrai programme, ni idées, mais ce n'était pas l'objectif puisque cette liste n'avait été montée que dans l'optique unique de censurer la politique gouvernementale. La liste a fait un score inférieur à 5 % à St-Etienne.

La droite l'a emporté à St-Etienne et nous nous sommes retrouvés avec deux élues d'opposition.

Nationalement, le PS a perdu beaucoup de municipalités. Nous aussi, mais pas dans la Loire où nous avons maintenus nos positions.

Les listes « Front de gauche » où parfois, nous participions ont fait, sur certains territoires, des scores intéressants mais n'ont pas remportés de victoires significatives.

Dans la foulée des municipales, se sont déroulées les élections européennes avec une campagne très courte, du fait des municipales et de la constitution très tardives des listes FdeG : le PG voulant faire entendre son mécontentement sur l'attitude des communistes parisiens aux municipales. Le score des listes n'a pas dépassé 6 % (le même que 5 ans auparavant) et nous avons perdu 1 élu. Ces élections ont mis en évidence une poussée très forte du F-HAINE (en tête du scrutin) devant l'UMP.

**L'année 2015 a été une année charnière avec les élections départementales et régionales à la fin de cette même année.**

Aux élections départementales, nous avons fait alliance avec nos partenaires du Front de Gauche et nous avons réalisé globalement des scores intéressants (autour de 9 % dans la Loire). Nationalement, l'UMP a remporté ces élections et le PCF a vu son nombre d'élus en diminution.

Les élections régionales de Décembre 2015 se sont avérées compliquées : le F de G s'est disloqué. Le PG a fait le choix d'une alliance avec les Verts-EELV en écartant le PCF au nom du cumul des mandats et de l'écologie. Nous avons fait le choix de partir avec le MRC et des personnalités de gauche. Nous avons fait un score aux alentours de 6 % et C. CUKIERMAN a été réélue. Wauquiez a remporté l'élection sur la nouvelle région Rhône-Alpes-Auvergne. Le F-Haine a réalisé un score historiquement haut (en tête dans de nombreuses régions) et le nombre des élus régionaux pour le PCF a été réduit à la portion congrue (aux alentours de 28).

**Nous abordons l'année 2016** avec en ligne de mire la préparation des échéances électorales 2017, affaiblis, avec un Front de gauche disloqué, un Front national avec des scores historiquement hauts, une droite LR-UMP qui pense l'élection présidentielle imperdable et un PS discrédité du fait de la politique de Hollande « qui n'a pas respecté ses engagements et tenu ses promesses ».

Le rapporteur représentait la fédération de la Loire aux congrès de Juin 2016 ainsi qu'à la conférence nationale de Novembre 2016.

Au congrès de **Juin 2016**, Mélenchon avait déjà annoncé sa candidature et avait annoncé la création de son mouvement « La France insoumise » le 10 Février 2016 avec un premier rassemblement le 5 Juin 2016 (date de clôture du congrès du PCF). Son fondateur en a expliqué sa création par la nécessité d'un mouvement « qui sortirait des partis politiques traditionnels, trop éloignés de la démocratie ». Il conteste le clivage gauche/droite pour un autre clivage peuple/élite. Il théorise la notion de « populisme de gauche » en s'inspirant de la démarche de Podemos en Espagne et des travaux d'une philosophe belge Chantal Mouffe. C'est quoi le populisme de gauche ? C'est « *l'immense majorité qui est séparée et opposée à une minorité oligarchique, une élite exerçant sur le petit peuple un pouvoir illégitime que la logique populiste entend renverser ...* ». Qui c'est cette élite pour Mélenchon et ses partisans ? Ce sont des personnalités en vue dans les médias, des responsables du PS, le gouvernement Hollande, les « républicains-UMP », les éditorialistes... Qu'ils s'en aillent tous !!!!! Un an après, ils sont tous partis !!!! Et force est de constater que les mêmes politiques se poursuivent. Pourquoi ? Parce que la logique capitaliste est la même !!!!

Revenons au congrès de Juin 2016. Qu'avons-nous décidé alors que Mélenchon avait déjà annoncé sa candidature et créé son mouvement autour de sa personnalité ? Et cela sans nous et sans le Front de gauche. Nous avons décidé d'une candidature de large rassemblement de toute la gauche de transformation pour gagner sur la base d'une politique nouvelle et cela en ces termes « *dans une situation de dangers extrêmes et de grandes incertitudes, le PCF s'attache à élaborer avec toutes les forces de gauche anti-austérité des axes cohérents à la fois radicaux et réalistes, pour rassembler la gauche, battre le droite UMP mais aussi macroniste et rompre avec le social-libéralisme avec une candidature commune à la présidentielle, un contrat majoritaire pour les législatives et une dynamique de luttes populaires ...* ». Il a été jugé qu'en l'état, Mélenchon parti seul avec un programme éco-socialiste et populiste, les conditions n'étaient pas remplies pour que qu'il puisse être ce candidat ... mais que cela n'était pas exclu ... que la décision serait prise en Novembre lors de la conférence nationale.

Lors de la conférence organisée en Novembre 2016, où le rapporteur était présent, celui-ci a constaté un PCF très divisé : des communistes « insoumis » avait déjà opté pour une candidature Mélenchon depuis longtemps, et étaient favorables à la démarche France Insoumise ; d'autres communistes optaient pour une candidature Mélenchon parce que les français n'auraient pas compris qu'il puisse en être autrement et enfin des communistes réclamaient une candidature communiste à cette élection pour que nos idées et notre programme soient présents. Et, en plus, nos objectifs de congrès, à savoir l'idée d'une candidature commune telle que nous l'avions envisagée n'avait pas avancé d'un pouce et était même dans une impasse totale.

A la conférence nationale, un vote des délégués a été organisé et 55 % des délégués ont opté pour une candidature communiste à la présidentielle. Le rapporteur a pensé qu'envisager une candidature communiste à la conférence nationale était bien trop tard. Il aurait fallu travailler à cette éventuelle candidature bien plus en amont ... et que peut-être aurions-nous du travailler à la désignation d'un ou d'une chef(fe) de file au plus tard au moment du congrès.

Trois semaines plus tard, les communistes ont voté dans les sections et près de 54 % d'entre eux ont opté pour un soutien à Mélenchon dès le premier tour dans le cadre d'une « campagne autonome »

avec nos tracts et nos affiches, sans pour autant être associés aux décisions politiques de la campagne.

Ici, à Saint-Etienne et dans la Loire, nous avons essayé cette démarche de campagne autonome du parti avec des tracts sur notre démarche politique, le bilan du travail de nos parlementaires, et notre programme « La France en commun » avec par exemple, le débat sur la fiscalité autour du livre des frères Bocquet « sans domicile fisc » (rencontres-débats à la Chaléassière et à Firminy).

Les résultats de l'élection présidentielle : La gauche a été écarté du 2<sup>ème</sup> tour de l'élection présidentielle pour la première fois depuis l'élection du Président de la République au suffrage universel. Nous avons eu droit à un deuxième tour avec le candidat Macron « ni gauche-ni droite » devenu président de la République et la candidate de l'extrême-droite qui est arrivée en seconde position. Le candidat Fillion a été éliminé et Mélenchon est arrivé en 4<sup>ème</sup> position avec 19,58 % des suffrages. Hamon, candidat PS est arrivé en 5<sup>ème</sup> position avec 6,36 % des suffrages. .

Les législatives se sont avérées très compliquées pour notre parti avec l'impossibilité d'obtenir un accord avec FI et nous nous sommes retrouvés en concurrence avec eux dans une très grande majorité des circonscriptions. Fi s'est avérée être une véritable machine électorale redoutable. Dans la foulée de l'élection présidentielle, il a suffi à leurs candidats de poser sur l'affiche électorale avec le portrait de Mélenchon pour obtenir un maximum de suffrages, malgré des tracts et des professions de foi faites nationalement, sans doute les mêmes sur l'ensemble du territoire, aux contenus très faibles.

Nous n'avons pas réussi à peser, à exister. Et nous avons dû nous contenter d'un petit score de 2 % nationalement. Malgré cela, nous avons obtenu 11 députés et maintenu l'existence d'un groupe à l'Assemblée Nationale. Nous sommes sortis très déçus de cette séquence électorale : nous ne méritions pas ça et nous valons mieux que ça, telle a été notre première réaction à cet échec électoral.

Que retenir d'autres de cette élection présidentielle/législatives : le parti socialiste s'est effondré mais reste la première force à gauche par le nombre de députés. LREM, le mouvement de Macron, a réussi à obtenir la majorité absolue à l'Assemblée Nationale. Le FN n'a pas réussi à confirmer aux législatives son score de la présidentielle, mais reste à un haut niveau.

Quant à nous, le PCF, nous sommes sortis très affaiblis de cette séquence électoral par les chiffres mais aussi moralement. Pourtant, nous avons l'impression d'avoir de bonnes analyses, par exemple sur le capitalisme actuel et des propositions à la fois radicales mais aussi réalistes et crédibles. Deux difficultés majeures essentielles peuvent être identifiées :

- Des difficultés stratégiques : nous apparaissions en panne de stratégie. Nous avons l'impression de ne pas avoir de cap politique clair et nous subissons l'agenda des autres. Nous avons des difficultés entre rassemblement et affirmation de nos idées.
- Des difficultés organisationnelles : nous avons du mal à déployer des campagnes politiques fortes, efficaces, et Visibles sur le terrain.

## LES ECHANGES

Les participants ont commencé par s'interroger sur le succès de France Insoumise, qui prétend représenter tout l'arc de la contestation de la politique de Macron. Quelles sont les raisons de son succès ? Est-il durable ?

FI refuse la « forme parti » qui pour eux est synonyme de hiérarchie et de discipline. FI se veut avant tout un mouvement de citoyens individuels qui se reconnaissent dans la démarche d'un leader. L'inscription se fait sans obligation de cotiser, gratuitement via une plateforme internet. Dans l'imagerie populaire, la FI présente une absence totale de hiérarchie (c'est le cas aussi pour des organisations telles que LREM, ou Podemos). Pourtant, tous les observateurs attentifs sont unanimes : le modèle d'organisation de FI est très centralisé et descendant. Il est tourné vers la conquête du pouvoir présidentiel. Il est facile d'y entrer d'un clic mais ça reste une organisation pyramidale qui laisse peu de place à la parole des militants. Ceux-ci n'ont guère de poids et il y a mainmise sur le mouvement par un petit groupe non élu. A contrario, et contrairement aux idées dominantes, le PCF présente une organisation très décentralisée, avec un pouvoir d'initiative de ses adhérents très important.

Les participants ont aussi alerté sur l'idée qui pourrait exister selon laquelle nos difficultés serait la cause d'éléments extérieurs et que nous ne serions aucunement responsables. Nous ne pouvons que constater notre perte d'audience depuis de nombreuses années. Et, nous pouvons remonter bien antérieurement à 2008. Par exemple, avons-nous fait la bonne analyse politique du résultat du référendum sur le traité européen organisé en Mai 2005 ?

Il nous faut aussi nous interroger sur nos stratégies : nous apparaissions souvent hésitants et donnons l'impression de changer de ligne politique : or la stratégie électorale découle toujours d'une ligne politique claire et qui « tienne la route ». Il nous faut faire le bilan de notre ligne politique au fil du temps.

Par exemple, sur la question de l'Europe, dans le cadre des élections européennes de l'an prochain, nous apparaissions en retard. Nous parlons de rassemblement. Certes celui-ci est plus que nécessaire, mais avec qui ? Et sur quelle base peut-on rassembler alors que nous-mêmes apparaissions divisés ? Et que plus grave, certains de nos partenaires potentiels ne veulent pas de rassemblement et semble décider à partir seuls.

De même, il faut nous préparer dès maintenant pour les élections municipales. Pourquoi y va-t-on ? Et pour quelle politique municipale. Il nous faut travailler à la création de groupes de travail sur notre programme.

Il ne nous faut pas commettre les mêmes erreurs que lors des précédentes élections présidentielles / législatives où nous avons trop tergiversé. Il aurait fallu nous déterminer sur notre positionnement un an et demi plus tôt. Nous n'étions plus en position de force pour négocier en vue des élections législatives.

Il faut aussi nous interroger sur notre « utilité » : si nous avons des difficultés, c'est aussi, malheureusement parce que nous n'apparaissions pas comme « utiles » à nos concitoyens.

Nous avons conclu par l'analyse de la situation politique actuelle alors que les cheminots sont en lutte contre « le nouveau pacte ferroviaire » : le gouvernement multiplie les mensonges, les manipulations et cela avec des relais complaisants. On sent un sentiment de ras-le bol chez les salariés avec les réussites de la journée d'actions du 22 Mars dernier. En même temps, aller à la convergence des luttes s'avère très compliqué. Et cela d'autant plus, que nous manquons de capacités d'analyses politiques y compris dans les entreprises à forte implantations syndicales.

**DATES DES PROCHAINES DEBATS, toujours dans le cadre de la préparation du congrès :**

**- LE COMMUNISME : LUNDI 16 AVRIL A LA FEDE 18 H 15**

**- LE RASSEMBLEMENT : JEUDI 3 MAI A LA FEDE 18 H 15**

